

Edito : importance du plaidoyer et des campagnes d'opinion

L'alter-sommet de Nice a été une étape importante dans la campagne d'opinion et de plaidoyer aidons l'argent à quitter les paradis fiscaux du CCFD Terre Solidaire. Début novembre plus de 200 membres du CCFD Terre Solidaire, dont une quinzaine de Bretagne - Pays de Loire et une dizaine de partenaires du Sud, ont participé, à l'occasion de la rencontre du G20, à l'alter-sommet de Nice organisé par une coalition d'une trentaine d'organisations citoyennes. Elles partagent la **conviction** que **l'accès de tous aux droits humains fondamentaux** et **la protection de notre planète** passent par un **juste partage des richesses, d'autres modes de développement** et une **gestion démocratique des biens communs**.

A Nice plus de 10 000 personnes avec calme, sérénité et détermination ont porté cette conviction par des animations, défilé, forums et ateliers autour de différents thèmes comme :

- la souveraineté alimentaire
- la taxation des transactions financières pour financer le développement
- la régulation des multinationales qui investissent dans le Sud
- mettre fin au scandale des paradis fiscaux.

A la demande et avec de nombreux partenaires du Sud, le CCFD-Terre Solidaire s'est investi depuis quelques années, avec d'autres organisations, dans une plate-forme internationale de lutte contre les paradis fiscaux et depuis septembre 2010 en lançant et animant la campagne d'opinion et de plaidoyer **Aidons l'argent à quitter les paradis fiscaux**. L'enjeu de l'évasion fiscale est très important pour tous les pays, y compris ici. Mais il est énorme pour les pays du Sud. Quatre chiffres :

- **800 milliards d'euros** s'évadent et **échappent à l'économie des pays du sud** chaque année.

- **125 milliards d'euros** de recettes fiscales **non disponibles** pour faire des routes, des écoles, des hôpitaux...

- A comparer aux 30 milliards qui suffiraient pour éradiquer la faim dans le monde
- Et aux 80 milliards d'aides attribuées annuellement.

Certes les maigres mesures concrètes prises par le G20 ne sont pas à la hauteur des enjeux, mais le combat contre l'évasion fiscale des pays du Sud par les multinationales est aujourd'hui reconnu et légitime par les hautes autorités politiques. Le sujet refait surface de façon spectaculaire alors que beaucoup voulaient le voir enterré. Des centaines d'articles dans la presse, débats entre Élus, reportages dans les journaux télévisés et même une position partagée entre Nicolas Sarkozy et Barak Obama. Des discours, il va falloir passer aux actes. Quatorze régions françaises sont d'ores et déjà engagées ou sont sur la bonne voie contre les paradis fiscaux et décidées à demander des comptes à leurs partenaires financiers. Des décisions unilatérales se prennent (le Dood-Frank Act aux USA par ex.). Ce n'est donc pas le moment de baisser la garde. D'autant plus que la période électorale présente peut être propice aux discussions, à des initiatives auprès d'élus et futurs élus, confrontés comme nous tous à la crise aiguë et structurelle et à la recherche de solutions.

Certains peuvent peut-être s'interroger sur le bien-fondé du travail du CCFD-Terre Solidaire sur les paradis fiscaux. Bernard Pinaud, Délégué Général du CCFD, dans le magazine Faim et Développement de septembre-octobre titre son éditorial : **La justice fiscale au cœur de notre mission**. Il poursuit: « En s'engageant sur ces questions (...), le CCFD-Terre Solidaire s'inscrit dans la dynamique de la **pensée sociale de l'Église** et de **l'option préférentielle pour les pauvres** qui appellent à juger toute pratique économique à l'aune de son impact sur les pauvres ». Il nous rappelle que Benoît XVI dit dans son encyclique Caritas in Veritate : « *Le marché a encouragé des formes nouvelles de compétition entre états (...) à travers divers moyens, au nombre desquels une fiscalité avantageuse (...) faisant peser de graves menaces (...) sur les droits fondamentaux de l'homme* ».

En formulant des propositions concrètes pour lutter contre l'évasion fiscale le CCFD -Terre Solidaire est ainsi parfaitement dans sa mission, tant d'ONG de développement que d'organisme d'Église.

René FEREC